



Conseil économique et social

Distr. générale
18 décembre 2006
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante et unième session

26 février-9 mars 2007

Point 3 a) i) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée
générale : « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation
des objectifs stratégiques et mesures à prendre
dans les domaines critiques et nouvelles mesures
et initiatives : l'élimination de toutes les formes
de discrimination et de violence à l'égard des petites filles**

Déclaration présentée par Mothers' Union, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* E/CN.6/2007/1.



Déclaration

Mothers' Union est une organisation anglicane qui a pour vocation de promouvoir le bien-être des familles dans le monde entier. Ses 3,6 millions de membres dans 77 pays participent activement à des initiatives locales axées sur l'autonomisation des femmes, des familles et des communautés. La présente déclaration s'inspire de leur expérience et de leur connaissance de la situation des filles dans le monde entier.

Aperçu de la discrimination et de la violence contre les filles

Les rôles respectifs des deux sexes reflètent les idées de longue date que la société se fait des hommes, des femmes, des garçons et des filles. Ces rôles peuvent différer d'un endroit à un autre et même d'une période à une autre mais ils continuent d'influer sur tous les aspects de la vie en société aussi bien au niveau de l'accès aux ressources qu'à celui des responsabilités publiques et privées ou des comportements amoureux.

Trop souvent, ces rôles dictés par la société créent une discrimination fondée sur le sexe à l'encontre des filles dès leur naissance voire, dans le cas des fœticides féminins, avant même leur naissance. Nombre de membres de Mothers' Union ont remarqué la valeur différente que la société attache à la naissance des filles par rapport aux garçons, qui est la preuve de ce type de discrimination : « Tout commence à la naissance. Les garçons ont droit à cinq hululements, les filles à trois seulement. Cela fait une grande différence. C'est ainsi que naissent les sentiments de supériorité et d'infériorité (membre de Mothers' Union, Kenya).

L'inégalité de traitement des filles et des garçons ne s'arrête pas là : elle est présente à tous les stades de l'enfance et de l'âge adulte, dans tous les secteurs de la société, sur les plans aussi bien social qu'économique et politique, et fait obstacle à la participation des filles à la vie collective. Le Programme d'action de Beijing constatait cet état de choses : « Les filles sont souvent moins bien nourries que les garçons, on veille moins à leur santé physique et mentale et à leur instruction, elles jouissent dans une moindre mesure des droits, des possibilités et des avantages de l'enfance et de l'adolescence. »

Cette discrimination est à l'origine de la vulnérabilité accrue des filles face à la violence car la violence dont elles sont victimes renforce la hiérarchie entre les sexes. Si toutes les violences dirigées contre tous les enfants sont des violations des droits fondamentaux, la violence sexiste doit faire l'objet d'une attention particulière de façon à ce que les filles soient protégées.

Situations propices à la discrimination et à la violence contre les filles

La discrimination et la violence sexistes se pratiquent aussi bien en public qu'en privé et ne connaissent pas de frontières : elles vont au-delà de la nation, de la culture, de la race et de la religion. Les membres de Mothers' Union ont mentionné plusieurs secteurs de la société où la discrimination sexiste existait :

Dans la famille

Nombre de membres de Mothers' Union ont fait remarquer que l'apprentissage des rôles respectifs des hommes et des femmes commençait au sein de la famille. De

fait, Mothers' Union a toujours affirmé que : « l'égalité entre les hommes et les femmes commence au sein de la famille ». S'il est impossible de dissocier la discrimination sexiste au sein de la famille de celle qui existe dans d'autres contextes, la famille n'en constitue pas moins un milieu particulier dans lequel ce type de discrimination est particulièrement difficile à remettre en cause notamment parce que certaines normes sociales et culturelles peuvent lui donner un caractère privé et favoriser la domination masculine au sein de la famille aux dépens des filles et des femmes, quand elles ne sont pas perpétuées par les femmes elles-mêmes.

La manifestation la plus fréquente de la discrimination mentionnée par les membres de Mothers' Union est la répartition inégale des tâches ménagères. Il est reconnu qu'elle peut nuire à l'épanouissement des filles notamment sur le plan scolaire : « même lorsqu'elles vont à l'école tout comme les garçons, quand elles rentrent chez elles, les filles doivent s'occuper de toutes les tâches ménagères et notamment aller chercher l'eau, préparer les repas, faire la vaisselle et balayer, tandis que les garçons n'ont qu'à faire leurs devoirs puis attendre patiemment que les filles leur apportent leur repas (Membre de Mothers' Union, Ouganda).

Les membres ont noté que les problèmes financiers que rencontrent les familles pour s'acquitter des frais de scolarité et des autres dépenses cachées liées à la scolarisation des enfants font que l'éducation des garçons vient avant celle des filles. Cela dit, ce n'est pas seulement dans les pays les plus pauvres que cette différence entre les sexes existe au sein de la famille : « je dois nettoyer ma chambre et aller faire les courses avec maman alors que mon frère n'est presque jamais obligé d'aller au magasin sauf si c'est pour s'acheter quelque chose et que maman nettoie sa chambre pour lui » (fille de 11 ans, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

D'autres formes de discrimination sociale, culturelle et économique et de violence sont perpétuées par les familles, aux dires des membres de Mothers' Union à savoir :

- L'absence de droits en matière de succession;
- Le mariage précoce ou forcé;
- Les sévices sexuels ou physiques;
- L'absence de participation à la prise des décisions;
- Les mutilations génitales féminines;
- La moindre importance accordée aux besoins nutritionnels ou sanitaires des filles par rapport aux garçons;
- L'absence d'éducation sexuelle ou d'information sur la puberté.

À l'école

La discrimination sexiste empêche non seulement les filles d'aller à l'école et de finir leurs études mais aussi de participer pleinement aux activités scolaires. Une Nigériane membre de Mothers' Union se souvient de son expérience d'enfant : « lorsque j'étais à l'école primaire, mon maître a déclaré que je ne pouvais pas être chef de classe parce que j'étais une fille. Il a dit que je ne pouvais pas être le chef des garçons de la classe ». Plusieurs membres ont fait remarquer que le programme scolaire tendait à perpétuer les stéréotypes au sujet des rôles respectifs des deux

sexes et que les filles étaient cantonnées dans des filières réservées aux filles par opposition à celles réservées aux garçons. Par ailleurs, l'école est un milieu où la discrimination et la violence contre les filles sont pratiquées par les pairs, aussi bien filles que garçons.

Au sein de la communauté

L'un des plus grands soucis des membres de Mothers' Union est celui de la sécurité des filles lorsqu'elles sont amenées à se déplacer au sein de la communauté. Une jeune Britannique témoigne : « tous les jours, lorsque j'allais à l'école, des hommes plus âgés conduisant des camionnettes, des camions et des voitures me criaient des grossièretés ». Plusieurs membres ont cité des cas où ce type de comportement menaçant avait tourné aux sévices physiques ou sexuels dirigés contre les filles.

D'autres membres notent que certaines conceptions du rôle des filles peuvent les empêcher de participer activement et dans des conditions d'égalité à la vie communautaire : « les filles ne participent pas aux réunions, aux jeux ou aux activités sportives parce que, dans leur culture, les filles bien élevées restent à la maison. » (membres de Mothers' Union, Rwanda). Beaucoup se plaignent de l'absence de modèles féminins au plus haut niveau de la société aussi bien dans les milieux religieux que politiques et professionnels pour combattre ce genre de préjugés. Et les médias sont perçus comme ayant une responsabilité particulière pour ce qui est de donner une image positive des filles et des femmes. Les membres de Mothers' Union estiment qu'actuellement, les médias mettent trop l'accent sur l'apparence physique, ce qui entraîne une marque de confiance en soi chez les filles et une objectification des filles et des femmes.

Cela dit, les problèmes auxquels se heurtent le plus souvent les filles au sein de leur communauté sont ceux liés à la multiplicité des formes d'exclusion sociale, ce qui veut dire que la discrimination est non seulement fondée sur le sexe mais aussi sur la couleur, la race, la religion, la politique, l'origine ethnique ou le handicap. Les filles sont plus vulnérables face à la discrimination et à la violence parce qu'à cause de leur sexe, elles sont encore plus touchées par le manque d'accès à une éducation de qualité et plus exposées au risque d'être victimes du trafic d'êtres humains, de faire un travail dangereux ou de subir l'exploitation sexuelle. Ce constat vaut également pour les filles connaissant la pauvreté, les conflits, l'instabilité sociale et les maladies qui pourraient être évitées telles que le VIH/sida.

Comment éliminer la discrimination et la violence contre les filles

Mothers' Union est résolue à éliminer la discrimination et la violence à l'égard des filles grâce aux efforts consentis par ses membres au sein de leur communauté et aux pressions qu'elle exerce sur les gouvernements. Ce faisant, elle insiste sur les quatre principes suivants applicables aussi bien aux gouvernements, qu'aux ONG et aux particuliers :

Une démarche globale

Outre qu'il faut mettre au point des stratégies conçues spécialement pour modifier les rapports de force inégaux qui contribuent à la plus grande vulnérabilité des filles face à la discrimination et à la violence, il faut également faire en sorte que l'égalité des sexes soit au cœur de tous les efforts de transformation sociale. En

effet si, par exemple, les politiques de lutte contre la pauvreté ne tiennent pas compte de l'inégalité des rôles des deux sexes, alors les progrès accomplis dans ce domaine seront limités et inégaux tant sur le plan de l'égalité entre les sexes que sur celui de la lutte contre la pauvreté.

Une démarche axée sur l'autonomisation

L'élimination de la discrimination et de la violence contre les filles passe avant tout par l'éducation et pas seulement l'éducation formelle des filles mais celle de la société tout entière, y compris les parents. Les membres de Mothers' Union ont remarqué que l'ignorance des filles et des femmes quant aux inégalités dont elles étaient victimes constituait un handicap particulier : « le principal problème des femmes vient de ce qu'elles ne se sentent pas les égales des hommes parce que c'est ce qu'on leur a répété pendant des centaines d'années (membre de Mothers' Union, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

Une démarche s'adressant à tous

Mothers' Union a toujours dit que l'égalité des sexes ne concernait pas seulement les femmes : elle concerne les femmes et les hommes et ne pourra être réalisée qu'en partenariat avec ces derniers. Cela dit, en ce qui concerne les filles, nombre de membres de Mothers' Union ont fait remarquer que ce n'était pas seulement les hommes qui devaient participer à la lutte contre la discrimination sexiste mais les autres femmes aussi. Beaucoup estimaient que les femmes faisaient obstacle à l'émancipation des filles et voulaient qu'elles cessent d'être les ennemies des autres femmes (membre de Mothers' Union, Kenya).

Une démarche fondée sur le partenariat

Nombre de membres de Mothers' Union ont salué les conséquences positives qu'avaient eu les nouvelles lois sur la situation des filles au sein de leurs communautés et ce, grâce à la gratuité des études primaires, à l'égalité des chances et à la répression de la criminalité sexuelle. Si certains gouvernements ont encore beaucoup de chemin à parcourir sur le plan des lois et de leur application, les gouvernements à eux seuls ne peuvent pas éliminer la discrimination et la violence. Ils doivent collaborer avec les ONG, les organismes confessionnels, la société civile et le secteur privé. C'est là le seul moyen de remettre en cause et de faire disparaître les pratiques culturelles et traditionnelles qui perpétuent la discrimination et la violence contre les filles.